

Solidaires Finances Publiques considère que la situation de la DGFIP est grave et alerte les personnels sur l'ampleur des restructurations en cours dans le réseau et sur leurs conséquences.

Tout est prétexte à la réduction du maillage territorial du réseau au mépris de l'égalité d'accès du citoyen au service public que ce soit dans le cadre de la mise en oeuvre :

- de la réforme territoriale
- de la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP.

Avec les suppressions d'emplois envisagées pour 2016, c'est près d'un emploi sur quatre qui aura été détruit en 15 ans aux finances publiques. Rien ne semble indiquer que cette hémorragie cesse un jour.

De surcroît, la Cour des Comptes, sous-marin officiel du MEDEF, outrepassant ses prérogatives, milite pour la suppression de plus d'un fonctionnaire sur deux et la remise en cause des 35 heures.

Il est évidemment plus facile de s'en prendre à la fonction publique que de s'en prendre au secteur financier, seul véritable coupable de la crise actuelle. Il est évidemment plus facile de supprimer des emplois publics que de lutter efficacement contre le chômage.

- **Ne pas réagir**, c'est permettre le démantèlement d'encore plus de sites DGFIP. N'attendons pas d'être directement concerné pour agir.
- **Ne pas réagir**, c'est cautionner la destruction de nos services, de nos emplois et à terme de la cohésion sociale.
- **Ne pas réagir**, c'est admettre implicitement la remise en cause de nos statuts particuliers, premier pas vers la mobilité géographique ou fonctionnelle forcée.
- **Ne pas réagir**, c'est aussi accepter de nouvelles dégradations de la qualité du service et de nos conditions de travail.
- **Ne pas réagir**, c'est aussi permettre au gouvernement de confier tout ou partie de certaines missions au secteur privé.

C'est par la mobilisation des personnels, élus et usagers que l'on pourra stopper ce rouleau compresseur qui frappe toutes les missions et tous les postes ou services de notre administration et ainsi inverser la tendance.

Le démantèlement continue en Isère. Fermetures de trésorerie, fusion de SIP, fusion de CDIF, Pôle Topographique Gestion Cadastrale, Pôle Evaluation des Locaux Professionnels, Service Départemental Foncier... **Attention : tous les services seront touchés...**

Le but final de la DG étant d'arriver à un SIE, un SIP, uniques par département.

Sans parler des Centres De Contact (en test actuellement) mais qui seront n'en doutons pas une réussite pour la DG et dont la création est un véritable danger pour les SIP. En les vidant de leurs missions d'accueil et de gestion du contentieux

Contre cette politique aveugle et cette logique absurde de liquidation du service public :

- **Le 8 octobre Solidaires Finances Publiques 38 appelle les agents à se mettre en grève et à participer à la manifestation RDV à 10h, place de la GARE, en face du Dauphiné Libéré**